

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 26/3 (1999)

DOI: 10.11588/fr.1999.3.47890

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Pologne furent vidés de tout potentiel industriel significatif et il s'avéra que faute de spécialistes, le déchet fut important...

Paradoxalement, la richesse et l'abondance des biens et des vivres de toutes sortes que trouvèrent les Soviétiques, et qui les éblouirent et les troublèrent, montrent combien pouvait être différenciée l'existence des Allemands à cette époque. Sachons gré à Zeidler d'avoir toujours su éviter de tomber dans le piège du pathos et de jouer un rôle de procureur. Il eût été facile, en effet, d'opposer les atrocités allemandes à celles perpétrées par les Soviétiques mais il se peut que cette volonté de modération ne gomme bien des aspects douloureux.

L'histoire, on le sait, s'est vengée mais elle a laissé des cicatrices que le temps parvient difficilement à effacer et l'exemple des relations entre Allemands, Polonais et Tchèques en l'occurrence, est là pour le prouver. La thématique étudiée par Zeidler demande à être explorée dans ses autres aspects mais on doit aussi savoir que ce type d'ouvrage restera ignoré de l'homme de la rue, et c'est bien dommage: légendes et exagérations continueront à hanter la mémoire collective.

Marcel SPIVAK, *Les Lilas*

Heike BUNBERT, *Das Nationalkomitee und der Westen. Die Reaktion der Westalliierten auf das NKFD und die Freien Deutschen Bewegungen 1943–1948*, Stuttgart (Franz Steiner) 1997, 341 p. (Transatlantische historische Studien, 8).

Le Comité national de l'Allemagne libre (NKFD), fondé en Union soviétique en juillet 1943 et composé de communistes réfugiés en URSS et de prisonniers de guerre allemands, n'a pas fait jusqu'ici l'objet d'études approfondies. De même les réactions des alliés occidentaux à cette création, leurs supputations sur l'avenir de ce comité et sur les intentions de l'Union soviétique le concernant n'avaient encore jamais donné lieu à des investigations sérieuses. En écrivant son livre Heike Bungert a donc défriché un terrain inexploré.

La base documentaire de l'ouvrage est impressionnante. L'auteur a dépouillé les archives (surtout américaines) des services de renseignement alliés, les rapports des ambassadeurs entre autres, mais aussi une partie de la presse de l'époque. Au terme de son étude, Bungert constate que les images (stéréotypes) que chaque pays s'est forgées, au cours des ans, des autres pays ont la vie dure (p. 17) et que les individus (et les services) chargés d'informer leurs gouvernements respectifs sur ces pays (il s'agit ici de l'Union soviétique) filtrent spontanément les informations recueillies en retenant de préférence celles qui confortent leurs idées préconçues. Le constat vaut aussi pour les journalistes et la presse en général.

A la lecture de l'ouvrage, bien d'autres remarques surprenantes s'imposent au profane. D'abord la multiplicité des services (américains) chargés de collecter les informations et les divergences de leurs conclusions. Il n'est pas rare que les États-majors, les Affaires étrangères, le Président des États-Unis, etc. reçoivent des informations contradictoires. Certains services rédigent leurs rapports sur la base de rumeurs non vérifiées ou non vérifiables. D'où la persistance et la récurrence de ce qu'on pourrait qualifier de fantasmes: l'annonce (fausse) de la constitution par l'URSS d'une armée Paulus ou Seydlitz, l'importance attribuée (gratuitement) au NKFD (dans les plans soviétiques avant 1945, mais aussi dans la zone soviétique d'occupation).

On découvre par ailleurs que ces services de renseignement spécialisés commettent de graves erreurs d'appréciation: ils surestiment considérablement la force des communistes en Allemagne à la fin de la guerre (p. 152), croient à la possibilité, voire à l'imminence à cette même époque d'un accord germano-soviétique (survivance du mythe de Rapallo, 10 fois évoqué, cf. index, p. 335), évoquent une Allemagne tout entière «orientée vers l'Est» en 1943–1944 et jusqu'en 1947 (!). Il est vrai qu'en France le journal *Le Monde* se demandait,

en novembre 1947, si »le Maréchal Paulus [serait] le successeur de Hindenburg« (p. 275, note 130).

L'exploration des archives américaines atteste une coopération surprenante entre l'OSS et le CALPO (Comité de l'Allemagne libre pour l'Ouest) particulièrement actif en France. L'Office of Strategic Services aurait, entre septembre 1944 et mai 1945, parachuté en Allemagne (ou formé à cet effet) nombre d'adhérents du CALPO en majorité communistes (p. 209–210).

Outre l'intérêt apparemment excessif que les Alliés occidentaux attachent au NKFD (on peut se demander si cette impression du lecteur résulte de l'abondance des rapports cités ou du choix de l'auteur qui aurait privilégié, dans la masse des archives, les textes concernant cet organisme), l'ouvrage illustre les rapides variations de la politique anglo-américaine vis-à-vis de l'Union soviétique. Dès 1944 Heike Bungert note le développement aux États-Unis d'un courant anticommuniste, l'URSS constituant déjà, pour certains services, l'ennemi potentiel pour l'après guerre, cependant que Roosevelt se prononçait pour le maintien de l'alliance antihitlérienne. Si l'auteur analyse les changements de l'opinion publique occidentale, il ne s'interroge pas sur leurs causes, sur le rôle particulier des services de renseignement qui transmettent à la presse, prioritairement ou exclusivement, des informations susceptibles d'orienter l'opinion publique dans le sens souhaité (exemple p. 295–297).

Heike Bungert parle globalement du NKFD sans distinguer ses deux composantes, communistes d'une part, prisonniers de guerre de l'autre. Rentrés en Allemagne Pieck et Ulbricht par exemple agissent en communistes et non en ex-membres du Comité national de l'Allemagne libre, entre-temps dissous. L'auteur utilise trop fréquemment l'expression »Freie deutsche Bewegungen« sans préciser l'orientation politique de ces mouvements ni surtout leurs liens avec le NKFD. Signalons enfin une erreur (imputable à la source utilisée): Otto Kühne n'a pas participé à la libération de Nîmes et n'a pas été le »premier Stadtkommandant« de cette ville (p. 129–130, note 4)¹.

Ces quelques réserves ne diminuent pas l'intérêt d'un ouvrage qui aborde des questions jusqu'ici insuffisamment explorées et montre comment les Alliés occidentaux ont perçu ou imaginé la politique allemande de l'Union soviétique entre 1943 et 1948.

Gilbert BADIA, Paris

Georges COUDRY, *Les camps soviétiques en France. Les »Russes« livrés à Staline en 1945*, Paris (Albin Michel) 1997, 340 S.

Das Buch hat in Frankreich nicht wenig Aufsehen erregt. Behandelt es doch ein Kapitel der unmittelbaren Nachkriegsgeschichte, an das man sich nur ungern erinnert. Das Schicksal von etwa 150 000 Sowjetbürgern in Frankreich wurde bislang verdrängt und vergessen.

Georges Coudry, ehemaliger Kriegsjournalist, führte 1944/45 eine Partisaneneinheit, die gegen deutsche Truppen kämpfte, als sie sich nach der Landung alliierter und französischer Verbände in der Provence auf die Reichsgrenze zurückzogen. Bei den Résistancetruppen befanden sich auch zahlreiche Sowjetbürger.

Die Arbeit über »Die sowjetischen Lager in Frankreich« beschreibt das Los von russischen Soldaten, die während des Krieges in deutsche Hände gefallen waren und meist gezwungener Weise in Hitlers Dienste traten. Oftmals wurden sie in SS-Einheiten verwendet. 1945, nach dem Ende der Kampfhandlungen, sahen sich die ehemaligen Sowjetsoldaten plötzlich zwi-

1 A ma connaissance la fonction de Stadtkommandant est une invention. Au demeurant, l'idée qu'on aurait pu, en France, en 1944, confier l'administration d'une ville à un Allemand, fût-il un maquillard renommé, est proprement impensable.